

LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE Brésil

Une publication du SER de Brasília
N° 85 – Semaines du 17 février au 14 mars 2025

Sommaire

Amazonie & Biomes

- L'IBAMA lance une nouvelle opération pour **réduire la déforestation en Amazonie**
- Manaus accueille le premier sommet du « **G9** » de l'**Amazonie** après sa création à la COP16

Eau, Assainissement, Déchets

- Le Brésil accueillera le prochain **Forum mondial sur l'économie circulaire**

Energie

- Plan Décennal de l'Énergie 2034 : **3189 Md BRL (512 Md EUR) d'investissements** pour l'énergie brésilienne
- Petrobras : **bénéfices en forte baisse en 2024** et recentrage stratégique
- **PDAC 2025** : Le Brésil déploie une large délégation pour attirer les investissements miniers

Environnement & Climat

- La ministre de l'environnement déclare **l'état d'urgence** pour risques d'incendies alors que le Brésil connaît une **augmentation des catastrophes climatiques**

Infrastructures & Transports

- Le gouvernement cherche à **modifier la loi** concernant les concessions et les partenariats public-privé (PPP)

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie & Biomes

L'IBAMA lance une nouvelle opération pour réduire la déforestation en Amazonie

L'Institut Brésilien de l'Environnement et des Ressources Naturelles Renouvelables (IBAMA) a annoncé lancer une grande opération de lutte contre la déforestation en Amazonie. L'opération « Maravalha », devra se concentrer sur des contrôles stratégiques dans trois zones critiques pour la commercialisation illégale de bois. Celle-ci vise à consolider la tendance à la baisse des alertes déforestations enregistrées en 2024. L'institut mobilisera pour se faire **80 agents, 5 avions et 29 véhicules**. L'IBAMA a par ailleurs annoncé que le renforcement des opérations de contrôle de l'origine du bois a déjà permis d'appréhender **11 000 mètres cubes de bois extrait illégalement**.

La déforestation constitue une menace importante pour le biome amazonien, qui représente **59% du territoire brésilien**. Le climatologue brésilien Carlos Nobre, membre de l'Académie des sciences brésilienne, a récemment alerté sur la situation de l'Amazonie, qui serait proche d'un seuil de non-retour en ce qui concerne les capacités de ses écosystèmes à se régénérer. Si ce seuil devait être franchi, il estime qu'environ **70% de la forêt amazonienne serait dégradée de manière irréversible**, ce qui entraînerait une baisse dramatique de sa capacité de séquestration de carbone. Or, le gouvernement brésilien mise sur les **mécanismes de séquestration carbone** de ses écosystèmes forestiers pour atteindre la neutralité climatique en 2050 et se positionner sur le marché mondial des crédits carbone, qui pourrait représenter entre **100 Md et 120 Md USD** de revenus pour le Brésil en 2030. (Article [ici](#))

Manaus accueille le premier sommet du « G9 » de l'Amazonie après sa création à la COP16

Au mois de février s'est tenu à Manaus le « **G9 de l'Amazonie autochtone** », sommet qui réunit des représentants de peuples indigènes d'Amazonie de 9 pays différents¹. Cette coalition régionale a été créée à l'occasion de la COP16 Biodiversité en Colombie, et a pour but de faire émerger « une voix unifiée » des peuples indigènes d'Amazonie, qui leur permette « d'influencer les décisions mondiales ». La rencontre a donné lieu à l'adoption d'un texte s'opposant **au projet d'exploration pétrolière dans l'embouchure du fleuve Amazone**, soutenu par le président Lula². Le texte critique l'argument selon lequel les ressources en hydrocarbures seraient nécessaires pour financer la transition énergétique et exige une transition énergétique « juste et immédiate ». Par ailleurs, les délégations indigènes ont rappelé que la prochaine COP (COP30), qui se tiendra à Belém (Amazonie) doit permettre la **reconnaissance des mécanismes de financement existants** destinés aux peuples indigènes, pour **une allocation directe des financements climatiques**, sans intermédiaire. Actuellement, **moins de 1 %** des financements des pays développés parviennent aux peuples indigènes. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Eau, Assainissement, Déchets

Le Brésil accueillera le prochain Forum mondial sur l'économie circulaire

Le prochain Forum mondial sur l'économie circulaire (WCEF) se tiendra à Sao Paulo, les **13 et 14 mai 2025**. Organisée par le fonds d'innovation finlandais Sitra, cette rencontre internationale annuelle rassemble décideurs publics, entreprises et chercheurs, pour des échanges sur les défis et innovations liés à l'économie circulaire, dont Accenture estime qu'elle pourrait représenter **4 500 Md USD d'ici à 2030**. L'édition de cette année, co-

¹ France, Brésil, Colombie, Pérou, Bolivie, Equateur, Venezuela, Guyana, Suriname.

² Ce projet d'exploration pétrolière dans la zone dite de la « Marge équatoriale », qui fait l'objet d'une grande attention politique et médiatique, n'a pas encore été autorisé par l'IBAMA, qui a la responsabilité de délivrer les autorisations nécessaires au début de l'exploitation.

organisée avec la Fédération d'Entreprises de l'Etat de São Paulo (FIESP) devrait accueillir environ 1200 personnes, et aura pour thèmes principaux le **développement de l'économie circulaire dans les pays tropicaux, la croissance durable, l'économie régénérative et la bioéconomie**.

Le secteur de l'économie circulaire est encore relativement embryonnaire au Brésil, où seuls **4% des déchets produits par le pays sont recyclés** et **43% des déchets sont éliminés de manière irrégulière** d'après le Panorama des déchets solides au Brésil pour 2023. Malgré cela, la Confédération Nationale de l'Industrie (CNI), qui figure parmi les organisateurs du WCEF, estime que **85% des entreprises de l'industrie brésilienne ont déjà adopté au moins une pratique d'économie circulaire** au sein de leurs opérations.

Afin de créer un cadre institutionnel favorable au développement de l'économie circulaire, le président Lula a signé en juillet 2024 un décret instaurant une **Stratégie Nationale de l'Economie Circulaire (ENEC)**, qui s'intègre à la **politique Nouvelle Industrie Brésil (NIB)** visant à promouvoir la « néo-industrialisation » du pays. Cette stratégie encourage le développement de compétences pour redéfinir un cycle circulaire de production, et sortir des logiques économiques dites « linéaires », comprises comme un système dans lequel les consommateurs achètent un produit, l'utilisent, puis le jettent. S'il n'est pas encore possible de mesurer les résultats produits par ce décret, son adoption envoie le signal d'une prise en compte croissante des enjeux de réduction et de valorisation des déchets dans le système de production et de consommation brésilien. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Energie

Plan Décennal de l'Energie 2034 : 3 189 Md BRL (512 Md EUR) d'investissements pour l'énergie brésilienne

L'Entreprise de Recherche en Énergie (EPE - Empresa de Pesquisa Energética)³ a publié pour consultation le Plan décennal de l'énergie 2025-2034 (PDE 2034), qui prévoit **3 189 Md BRL (512 Md EUR)** d'investissements dans le secteur de l'énergie sur la période 2025-2034. Près de **78 % des fonds, soit 2 487 Md BRL (400 Md EUR)**, seront alloués au secteur du **pétrole et du gaz** (exploration, raffinage, infrastructures), consolidant la position du Brésil comme **acteur majeur sur le marché pétrolier mondial**, avec des exportations projetées à **2,4 Mb/j⁴ en 2034**. Parallèlement, à cette même échéance, la production brute de **gaz naturel**, portée par le pré-sel, atteindra **315 Mm³/j⁵**.

L'offre énergétique nationale passera de **317 Mtep⁶ en 2024 à 395 Mtep en 2034 (+2,2 %/an)**, tandis que la part des **énergies renouvelables dans le mix énergétique national** devrait rester stable autour de **48-49 %** sur la période. Le secteur des **biocarburants**, qui devraient bénéficier de **102 Md BRL (17 Md EUR) d'investissements d'ici 2034**, enregistrera une production d'**éthanol de 48,5 Md de litres**, et de biodiesel dépassant les **13 Md de litres** à cet horizon.

Le **secteur électrique** bénéficiera de **597 Md BRL (99 Md EUR)** d'investissements, portant la capacité installée de **245 GW en 2024 à 331 GW en 2034**, tandis que les énergies renouvelables continueront de représenter environ **90 %** du mix électrique sur toute la période. Cette croissance inclura **30 % de nouvelles capacités en thermique au gaz**

³ L'Empresa de Pesquisa Energética (EPE) est une entreprise publique brésilienne, relevant du Ministère des Mines et de l'Énergie, chargée de la planification, de la coordination et de la gestion des projets énergétiques au Brésil

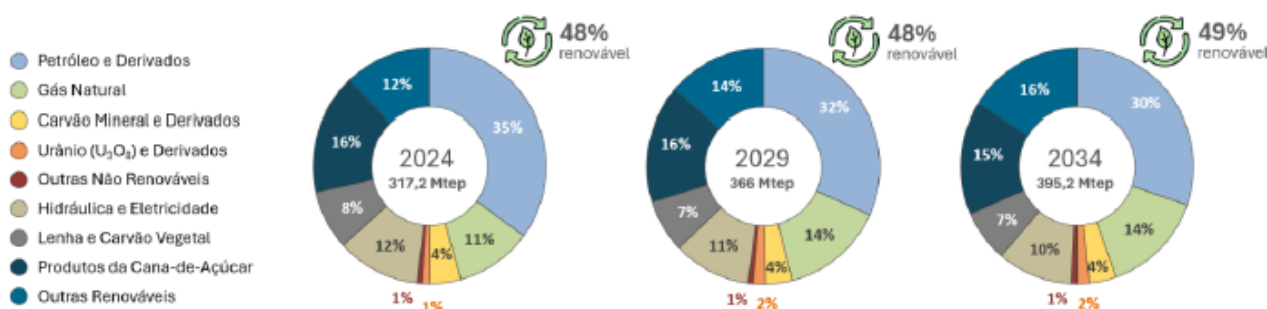
⁴ Mb/j signifie "millions de barils par jour", une unité de mesure utilisée pour quantifier la production ou les exportations de pétrole.

⁵ Mm³/j signifie "millions de mètres cubes par jour", une unité de mesure utilisée pour quantifier la production ou les exportations de gaz.

⁶ Mtep signifie "millions de tonnes équivalent pétrole", une unité de mesure utilisée pour exprimer la quantité d'énergie produite ou consommée, facilitant la comparaison entre différentes sources d'énergie en termes d'équivalence énergétique.

naturel⁷. Parallèlement, **30 000 km de nouvelles lignes** seront déployés afin de renforcer l'intégration des énergies intermittentes et la sécurité d'approvisionnement face à une demande en hausse (+3,4 %/an). (Article [ici](#))

Annexe: Évolution de la matrice énergétique brésilienne (2024-2034)



Petrobras : bénéfices en forte baisse en 2024 et recentrage stratégique

Petrobras a enregistré un **bénéfice net de 36,6 Md BRL (5,8 Md EUR) en 2024**, soit une **chute de 70 %** par rapport à 2023 (124,6 Md BRL – 19,9 Md EUR). Ce résultat est bien en deçà des **70 Md BRL (11,2 Md EUR) attendus par le marché**. Cette baisse s'explique principalement par la **dépréciation du real face au dollar** (+27,5 % sur l'année, atteignant 6,179 BRL/USD), qui a accru la valeur de la dette en BRL. Toutefois, cet effet reste en grande partie comptable : Petrobras perçoit une part importante de ses revenus en dollars, atténuant l'impact financier sur ses résultats nets.

Sur le plan opérationnel, la **production totale a reculé de 3,8 %**, atteignant **2,7 Mboe/j⁸**. Cette baisse résulte de travaux de maintenance dans le pré-sel⁹ en fin d'année et du déclin naturel des champs du post-sal, dont la production a chuté de 20 %. Les **ventes ont diminué de 1,4 %**, avec des baisses notables sur **l'essence (-4,1 %)** et le **diesel (-2,8 %)**. Cette contraction des volumes s'est directement traduite par une **baisse des revenus de 4,1 %**, qui s'établissent à **490,8 Md BRL (78,3 Md EUR) en 2024¹⁰**.

Dans un contexte de **recentrage stratégique**, Petrobras a ajusté sa politique de **distribution de dividendes**, annonçant un versement de **9,1 Md BRL (1,5 Md EUR)** pour le quatrième trimestre, bien inférieur aux attentes du marché. Cette décision, mal accueillie par les investisseurs, a entraîné une **chute des actions Petrobras** (PETR3 : -7,27 %, PETR4 : -5,16 %) et une **perte de 30 Md BRL de capitalisation boursière**. Elle traduit toutefois une volonté affirmée **d'accélérer les investissements dans des projets stratégiques**. Petrobras a ainsi accru ses investissements de **31,2 %**, atteignant **16,6 Md USD en 2024**.

Malgré la pression sur ses résultats financiers, Petrobras prévoit d'investir **111 Md USD** entre 2025 et 2029¹¹, dont **77 Md USD** pour l'exploration et la production¹². L'objectif global est de porter la production totale à **3,2 Mboe/j d'ici 2029**. Si l'entreprise reste centrée sur les hydrocarbures, son budget pour la transition énergétique passe à **16,3 Md USD**, soit **+42 %** par rapport au plan précédent (2024-2028). (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

⁷ Les 30 % de nouvelles capacités en thermique au gaz naturel concernent les 55 GW ajoutés, hors autoproduction et micro et macro-production distribuée (MMGD)

⁸ Mboe/j signifie "millions de barils équivalent pétrole par jour", une unité de mesure utilisée pour quantifier la production d'énergie, exprimée en équivalence avec le pétrole.

⁹ Le pré-sel désigne les réservoirs pétroliers situés sous une couche de sel, à plusieurs kilomètres sous le fond marin. Ces gisements se trouvent principalement au large de la côte brésilienne.

¹⁰ Contre 511,99 Md BRL (81,7 Md EUR) en 2023.

¹¹ Plan stratégique de Petrobras 2025-2029

¹² Petrobras prévoit ainsi de forer 51 nouveaux puits entre 2025 et 2029, répartis entre la marge Sud-Sud-Est (25) et la marge Équatoriale (15).

PDAC 2025 : Le Brésil déploie une large délégation pour attirer les investissements miniers

Le Brésil a affiché une présence significative au **PDAC 2025** (*Prospectors & Developers Association of Canada*), principal forum mondial sur l'**exploration et le développement miniers**, qui s'est tenu à Toronto du 2 au 6 mars. Avec une délégation de plus de 250 représentants, dont le **Ministère des Mines et de l'Énergie (MME)**, le **Service Géologique du Brésil (SGB)** et l'**Agence Nationale des Mines (ANM)**, le pays entend attirer les **investissements étrangers** en mettant en avant son industrie minière et ses ressources stratégiques pour la transition énergétique. Le Pavillon brésilien a accueilli des conférences, dont le **Brazilian Mining Day**, où ont été présentés la **politique minière du pays**, les **opportunités d'investissement** et les **engagements ESG** (Environnement, Social et Gouvernance) du Brésil. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Environnement & Climat

La ministre de l'environnement déclare l'état d'urgence pour risques d'incendies alors que le Brésil connaît une augmentation des catastrophes climatiques

Fin février, la Ministre de l'environnement Marina Silva a pris un arrêté déclarant l'état **d'urgence environnemental** dans les zones du pays vulnérables aux incendies. Cette mesure de prévention vise à anticiper d'éventuelles catastrophes climatiques et à en planifier la réponse.

Le ministère de l'environnement et du changement climatique a dans le même temps annoncé un renforcement des moyens de prévention et de lutte contre les incendies au niveau fédéral pour l'année 2025¹³. Il **compte désormais 231 brigades et 4608 professionnels** répartis entre l'IBAMA¹⁴ et l'ICMBio¹⁵, soit une augmentation de **25% des effectifs par rapport à 2024**. De nouveaux moyens financiers ont également été débloqués, avec un apport de **30 M BRL (5 M EUR) du Fonds National de l'Environnement** pour investir dans les premiers Plans de gestion des incendies.

Ces mesures s'inscrivent dans un contexte de hausse globale des catastrophes climatiques au Brésil. Près de **5 000 incendies ont été recensés pour les mois de janvier et février 2025. 33% d'entre eux concernent le biome amazonien**, qui est le plus touché. L'année 2024 avait par ailleurs enregistré une hausse des incendies de **46%** par rapport à 2023.

Les incendies ne sont pas les seuls événements climatiques extrêmes dont l'occurrence est en hausse au Brésil. Une récente étude de l'Alliance brésilienne pour la culture océanique a constaté qu'entre 1991 et 2023, le **nombre annuel moyen de catastrophes naturelles au Brésil a augmenté de 460%**. Cette étude évalue également les pertes économiques moyennes engendrées par ces catastrophes, estimées à **47 Md BRL (7,8 Md EUR) entre 2020 et 2023**, soit le double de la décennie précédente. Selon cette étude, chaque augmentation de 0,1°C de la température moyenne de l'air au niveau mondial aurait entraîné **360 événements climatiques extrêmes supplémentaires au Brésil, représentant 5,6 Md BRL (930 M EUR)** de préjudices économiques pour le pays. Les auteurs du rapport soulignent également la tendance inquiétante à la baisse globale du budget fédéral alloué à la prévention des catastrophes, qui a en effet **été réduit de 1,7 Md BRL (282 M EUR)** cette année au global. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))

¹³ Ces zones seront définies par le gouvernement fédéral dans les prochaines semaines.

¹⁴ Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables

¹⁵ Institut Chico Mendes de Conservation de la Biodiversité

Infrastructures & Transports

Le gouvernement cherche à modifier la loi concernant les concessions et les partenariats public-privé (PPP)

Le gouvernement brésilien, sous l'impulsion du ministre des finances, a annoncé travailler à **une modernisation de la loi sur les concessions et les partenariats public-privé (PPP)**. Cette réforme vise à renforcer la sécurité juridique des contrats en vue de favoriser l'apport de nouveaux capitaux issus du secteur privé. Selon le ministre, la réforme du cadre juridique des partenariats public-privé est également nécessaire pour « **améliorer la visibilité** » du **gestionnaire public** lorsqu'il s'engage dans des concessions. Cette proposition de réforme devrait être finalisée et soumise au Congrès au cours du premier semestre 2025.

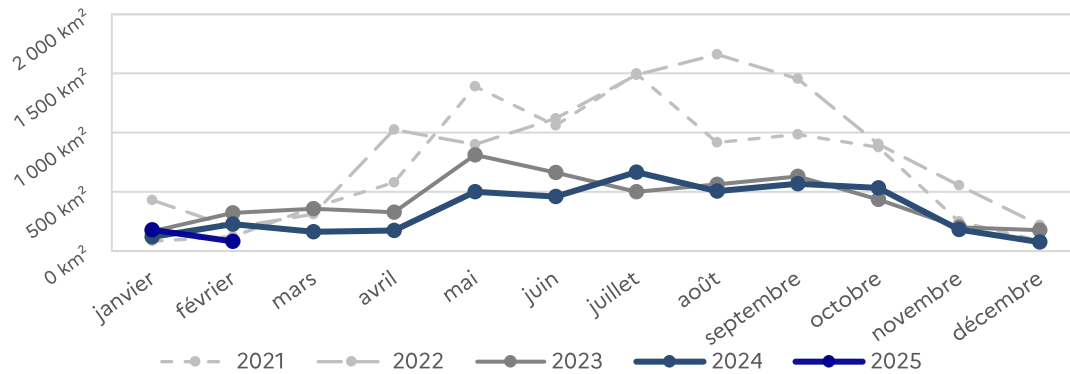
De meilleures garanties seront à priori proposées aux parties publiques et privées des concessions et PPP, y compris via la possibilité d'un **partage des risques dans les concessions communes**, ou encore via la possibilité de **suspendre le partenariat conclu en cas de défaillance ou de retard**. Une autre mesure envisagée consisterait à utiliser les fonds de participation des États (FPE) et des municipalités (FPM) comme garanties pour les projets de PPP.

Le recours aux concessions et PPP connaît une croissance importante au Brésil. En 2024, les concessions et PPP auraient attiré des investissements d'un montant estimé à **77 Md BRL (13 Md EUR)**. **15 nouvelles mises en concession** sont envisagées par le Ministère des transports en 2025 tandis que le Ministère des ports et aéroports envisage l'ouverture de **20 nouvelles** concessions cette année. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Suivi des alertes de déforestation

Amazonie légale

Biomes de l'Amazônia (100%), du Pantanal (40%) et du Cerrado (37%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 6 mars

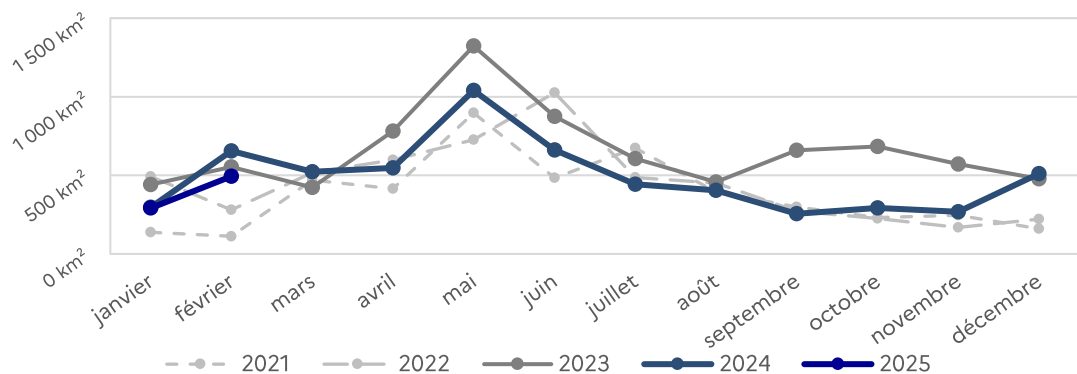
300,05 km²

-22% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

Cerrado

Biome du Cerrado (100%)



2025

Période du 1^{er} janvier
au 7 mars

829,02 km²

-22% Par rapport à 2024

Source : Institut National de Recherche Spatiale (INPE)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Philippe GASSMANN, Chef du Service économique régional de Brasília
Rédaction : Nathalie LE PENNEC, Mathieu RATEAU, François-Xavier FLAMAND, Mélis BUSSON, Eric GRELLETY

Abonnez-vous : nathalie.lepennec@dgtresor.gouv.fr